



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-001 : Rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 appartenant à la copropriété « La Cantère 2 »

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Par courrier de Maître Gaymard en date du 4 septembre 2023, la Commune a été sollicitée par la copropriété « La Cantère 2 » située rue des Barthes et rue du Pont de l'Est pour la rétrocession à l'euro symbolique de deux parcelles nouvellement cadastrées section AV numéros 348 et 373 qui constituent un reliquat de voirie et des places de stationnement.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29 ;

VU le code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT la sollicitation de la copropriété « La Cantère 2 » en date du 4 septembre 2023 ;



***Après avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE les rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 situées au sein de la copropriété « La Cantère 2 »

PRÉCISE que la copropriété « La Cantère 2 » prendra à sa charge les frais liés à cette affaire et notamment les frais de géomètre et de notaire.

CHARGE Maître Gaymard, notaire à Dax, de la rédaction des actes notariés à intervenir.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer les documents se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-002 Sporting-Casino : renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCO, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'autorisation d'exploitation des jeux, accordée par le ministère de l'Intérieur et le Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques à la Société d'Exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor arrive à expiration le 29 février 2024.

Monsieur le Maire précise que les demandes de renouvellement d'autorisation de jeux après adoption d'un nouveau cahier des charges nécessitent l'avis du conseil municipal.



VU l'arrêté du 14 mai 2007, notamment son article 7 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

CONSIDÉRANT l'avenant n°5 de la Délégation de Services Publics (DSP) pour l'exploitation du Casino qui prolonge la durée de l'actuelle DSP de 4 mois soit jusqu'au 29 février 2024,

CONSIDÉRANT que la future Délégation de Service Public démarrera le 1^{er} mars 2024 pour se terminer le 29 février 2028,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

ÉMET un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard après adoption d'un nouveau cahier des charges jusqu'au 29 février 2028.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-003 : Réalisation des travaux nécessaires à la Défense Extérieure Contre l'Incendie sur l'ensemble de la Commune.

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La loi de 2011 et le décret de 2015 relatifs à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), ont défini les dispositions applicables en cette matière. Ainsi, le Maire a un pouvoir de police spéciale et le service public de DECI incombe aux Communes ou aux EPCI si la compétence a été transférée.

La compétence n'ayant pas été transférée à la Communauté de Communes, la Commune a missionné la société INGÉAU pour établir un schéma communal de défense extérieure contre l'incendie constitué d'un



diagnostic et d'un plan d'action pour réaliser les poteaux incendies extérieurs et renforcements de réseau nécessaires.

Sur la base du schéma joint à la présente délibération, il sera proposé à l'assemblée, dans le cadre de l'élaboration du budget primitif 2024 et de la prospective liée aux orientations budgétaires, de mettre en place un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

Le SYDEC assurant déjà la gestion du réseau d'adduction d'eau potable communal sur lequel le réseau de défense incendie est alimenté, il est proposé de confier au SYDEC la réalisation des travaux de mise en œuvre dans le cadre du PPI.

VU le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI),

VU le chapitre V du CGCT (articles L. 2225-1 à 4) qui précise que la Commune est compétente pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation des moyens des services incendie et de secours,

VU l'arrêté préfectoral n°2017-266 portant Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) pour le Département des Landes, approuvé le 16 mars 2017,

VU l'article R. 2225-4 du CGCT relatif à l'élaboration du schéma communal de défense extérieure contre l'incendie,

CONSIDÉRANT la consultation du SDIS (en date du 9 novembre 2022) et du SYDEC (en date du 28 septembre 2023) pour l'élaboration du schéma communal de défense extérieure contre l'incendie,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le schéma communal de défense extérieure contre l'incendie ci-joint, composé d'un diagnostic, d'un programme d'investissement chiffré et d'un plan d'action cartographié élaborés par le bureau d'études INGÉAU.

S'ENGAGE à intégrer les investissements nécessaires à la défense extérieure contre l'incendie au sein du Plan Pluriannuel d'Investissement de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le

ID : 040-214003048-20231113-231110_003-DE

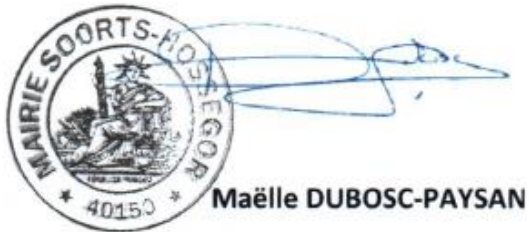


Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231011-004 : Modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles 2044 et suivants du code civil,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour prévenir et régler amiablement les conflits,

VU la délibération n°221104-010 du 4 novembre 2022 portant sur le principe de création d'une commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,



Vu la délibération n°230120-006 du 20 janvier 2023 relative à l'adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

VU le projet de règlement annexé à la présente,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor est maître d'ouvrage de l'opération de réhabilitation du secteur des Landais, consistant à aménager les espaces publics, les voies, les trottoirs et les réseaux du secteur des Landais,

CONSIDÉRANT que les travaux de réhabilitation du secteur des Landais ne sont pas terminés,

CONSIDÉRANT la volonté affichée par la Commune de permettre aux établissements, commerces et autres locaux professionnels de profiter de l'arrière-saison et de ne reprendre les travaux qu'à compter du 6 novembre 2023,

CONSIDÉRANT qu'il convient de proroger les délais de dépôts de dossiers initialement prévus, soit du 30 novembre 2023 au 3 juin 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques ci-joint et de proroger les délais de dépôts de dossiers.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.


PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,


 Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


 Christophe VIGNAUD

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le

ID : 040-214003048-20231113-231110_004-DE





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n° 231110-005 : Adhésion à la convention d'exécution maintien dans l'emploi et reclassement professionnel avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la convention rédigée par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Convention d'exécution maintien dans l'emploi et reclassement professionnel.

Cette convention d'exécution a pour objet de définir précisément les modalités d'intervention du CDG 40 et les obligations de la collectivité adhérente, dans le cadre de la procédure de maintien dans l'emploi et de reclassement professionnel d'une personne handicapée ou d'un agent reconnu inapte.

Dans les modalités d'intervention et développées dans les annexes de 3 à 5, concernant la gestion des dossiers en relation avec le SIMEPH, le suivi et le rôle d'intermédiaire proposés par le Centre de gestion des Landes seront d'un grand secours pour la collectivité et une aide par le FIPHFP pour le financement de certaines aides liées au handicap (dans la cadre des aménagements des postes de



travail, les mesures et adaptations nécessaires au maintien et/ ou au reclassement dans l'emploi des personnes handicapées).

Le Centre de gestion des Landes se propose d'aider les collectivités à développer et favoriser le maintien dans l'emploi et le reclassement professionnel des personnes handicapées ou reconnues inaptes. Le CDG met à leur disposition le service d'insertion et de maintien dans l'emploi de personnes handicapées (**SIMEPH**).

Conformément à la convention cadre intervenue entre le FIPHP et le CDG, l'intervention du SIMEPH est totalement gratuite.

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique et notamment l'article 3 sur les actions qui peuvent faire l'objet de financement par le fond,

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale et, notamment, de celles relatives au reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions

Considérant que toute demande d'aide fera l'objet d'une nouvelle convention d'exécution.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE les termes de cette convention avec le Centre de gestion des Landes, et toute autre convention d'exécution pour le maintien dans l'emploi et reclassement professionnel.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le

ID : 040-214003048-20231113-231110_005-DE

